



Un projet financé par
l'Union européenne



Séminaire

La régulation des médias à l'ère de la digitalisation et des plateformes numériques

Session 2 : les régulateurs des médias et le soutien au développement et à la découvrabilité de la création et de la production audiovisuelles

Quelle régulation des plateformes étatsuniennes?

Tâtonnements canadiens

par M. François DEMERS

Les défis les plus évidents que posent les plateformes transnationales

- Défi au pouvoir régalien de l'État et sa mainmise sur son territoire symbolique
- Défis par les contenus qui y circulent: discours haineux, pornographie, harcèlements, etc.
- Défi à l'industrie culturelle nationale: financement, « découvrabilité », concurrence loyale, etc.

Appareil d'encadrement diversifié et souple déjà en place

- Ministère du Patrimoine
- Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC)
- Fonds des médias (câblodistribution) et Téléfilm Canada
- Loi de la presse – tribunaux (libelle et diffamation)
- Tribunal de la concurrence (*Competition Tribunal*)
- Riche panorama *canadien* de médias et de plateformes

Panorama (*landscape*) de médias très développé

- Plateformes de propriété canadienne bien implantées: Bell, Télus, Quebecor, Shaw, etc.
- Affaiblissement côté médias écrits et télévisions
- <http://www.cmcrp.org/publications/annual-reports/>

Dwayne Winseck, professeur à la Carleton University, directeur du Canadian Media Concentration Research Project.

Contenus culturels canadiens

- Propriété canadienne des entreprises
- Soutien financier à la production culturelle
- Quotas (linguistiques, contenus canadiens, produits au Canada, etc.)
- Au-delà des quotas: découvrabilité (mise en vitrine) et recommandations (algorithmes et ciblage)
- Perte de 1 milliard de dollars en septembre 2020 et 2023 (ministre Stephen Guilbeault)

Dans le cadre du *soft power* étatsunien, le Canada marche sur des oeufs

- Trump, Biden, la polarisation socio-politique aux États-Unis , le cas Facebook et les offensives « étrangères » de désinformation
- L'affaire des deux Michael et l'épouvantail *Huawei*
- Les sables bitumineux et les pipelines
- Le 5G chinois, les *Five Eyes* anglo-saxons (l'anglosphère) et le contrat des sous-marins avec l'Australie (la nouvelle guerre froide)

Thèmes polarisants et opinion publique

- Les genres: féminisme, LGBT, races, religions, autochtones, etc. Autour du *wokisme*
- *Faked news* : discours haineux, terrorisme, harcèlement, faked news, etc. Pressions pour criminalisation

Souplesse pour gagner du temps les pratiques britanniques

- Commissions d'enquête, consultations et rapports (Rapport Yale)
- Sociétés d'État et les organismes « indépendants »
- La *common law* (en matière criminelle) et la jurisprudence (le régime juridique de l'informel et des précédents)
- Les *home rule* ou délégations de responsabilités
- Le jeu des ministres tuteurs: de Steven Guilbeault à Pablo Rodriguez (mardi 26 octobre)

Avancées pas à pas

- Il y a 20 ans le CRTC a refusé de réguler l'Internet
- Parlons Télé (consultation par le CRTC, 2013-2017).
La découvrabilité. L'IA et les recommandations
- Le rapport Yale (2018-2019)
- Les projets de loi C-10 et C-36 (modifications au code criminel – propos haineux) sept-oct 2021
- Les élections (20-09-2021) et le nouveau cabinet

Indications des axes de l'intervention

- Soumission des plateformes à l'État canadien: Société d'État (CRTC) maître d'œuvre pour consultations et pour négociations avec les plateformes (projet C-10)
- Nouvelle société d'État pour les contenus (annonce du ministre Guilbeault avant les élections). Délégation de responsabilités.
- Projet de loi C-36 pour criminaliser les discours haineux
- Promesse électorale de 3 nouveaux projets de loi en 100 jours: nouvelle version du C-10 (juridiction sur les plateformes), nouvelle version de C-36 (contre la haine), taxations

Découvrabilité et recommandation

- <https://www.ceim.uqam.ca/?frqsc-indice-de-decouvrabilite>
L'acteur québécois. « L'exception culturelle »
- L'exemple australien: l'information d'actualité et la morale
<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1772916/canada-australie-collaboration-reglementation-facebook-plateforme-web>
<https://www.lesoleil.com/affaires/techno/laustralie-veut-le-consentement-parental-pour-les-moins-de-16-ans-sur-facebook-2604b12751c7aa14640bd7869083e8ed>

Pendant ce temps, les plateformes bougent

- Facebook devient Meta(vers).

Menaces aux Etats-Unis de fractionnement de Facebook, Instagram et WhatsApp sur fond de critiques de l'impact à long terme sur les jeunes, de la désinformation et des discours haineux ou trompeurs qui circulent sur ces plateformes.

- Google appuie le journalisme

Il développe la vitrine Google Actualités au Canada, avec le « partenariat » d'une centaine de médias canadiens. La vitrine s'abreuve à une enveloppe de 1 milliard de dollars distribuée parmi près de 1000 médias dans une douzaine de pays. Alphabet, la maison mère de Google, a dégagé 18,9\$ milliards de dollars américains lors du troisième trimestre de 2021. L'avancée a fait l'objet d'une campagne publicitaire dans les journaux dans la dernière semaine d'octobre.

La nécessaire coopération

« Comme Internet est peu sensible aux frontières territoriales, les lois doivent aussi organiser la coopération avec les autres pays. Les processus réglementaires nationaux doivent s'insérer dans des réseaux joignant les États qui ont des visions convergentes des valeurs à protéger. » Pierre Trudel, Université de Montréal 26-10-2021